



Pas de bébés à la consigne !

Document 6

Note de veille du Centre d'Analyse Stratégique (juillet 2008) :

<http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/NoteVeille107.pdf>

Extraits :

P.2 Sur les quatre modes d'accueil, collectifs ou individuels qui sont envisageables pour l'augmentation des capacités de garde des enfants de 0-3 ans par des tierces personnes (les établissements d'accueil du jeune enfant - crèches, haltes-garderies, jardins d'enfants et établissements multi-accueil -, l'accueil en maternelle dès deux ans, les assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s, la garde à domicile), les spécialistes du jeune enfant privilégient les modes de garde collectifs, jugés les plus favorables au bon développement de l'enfant (qualification des personnels, supervision des pratiques, socialisation). Ces modes sont toutefois les plus coûteux : le coût d'une place en crèche est estimé à 11 000 euros en investissement, et entre 13 000 et 15 000 euros en fonctionnement annuel. (...)

Les enfants économiquement défavorisés sont aussi ceux qui gagnent le plus à fréquenter des services de garde de qualité : de nombreuses études longitudinales ou comparatives menées dans l'aire OCDE démontrent les effets positifs des services de garde, s'ils sont de bonne qualité (structure collective, niveau de formation des personnels, ratio enfants/encadrements – autour de 1 professionnel pour 5 enfants) et fréquentés de façon régulière. La privatisation de la prise en charge des petits enfants (i.e. la prise en charge le plus souvent par la mère) peut être un puissant mécanisme de reproduction intergénérationnelle des inégalités (métaphore de l'« hérédité sociale ») : l'accès des enfants aux crèches et à des établissements pré-scolaires de grande qualité est une mesure efficace en faveur de l'égalité des chances dont les plus défavorisés tirent les plus grands bénéfices

